

Le

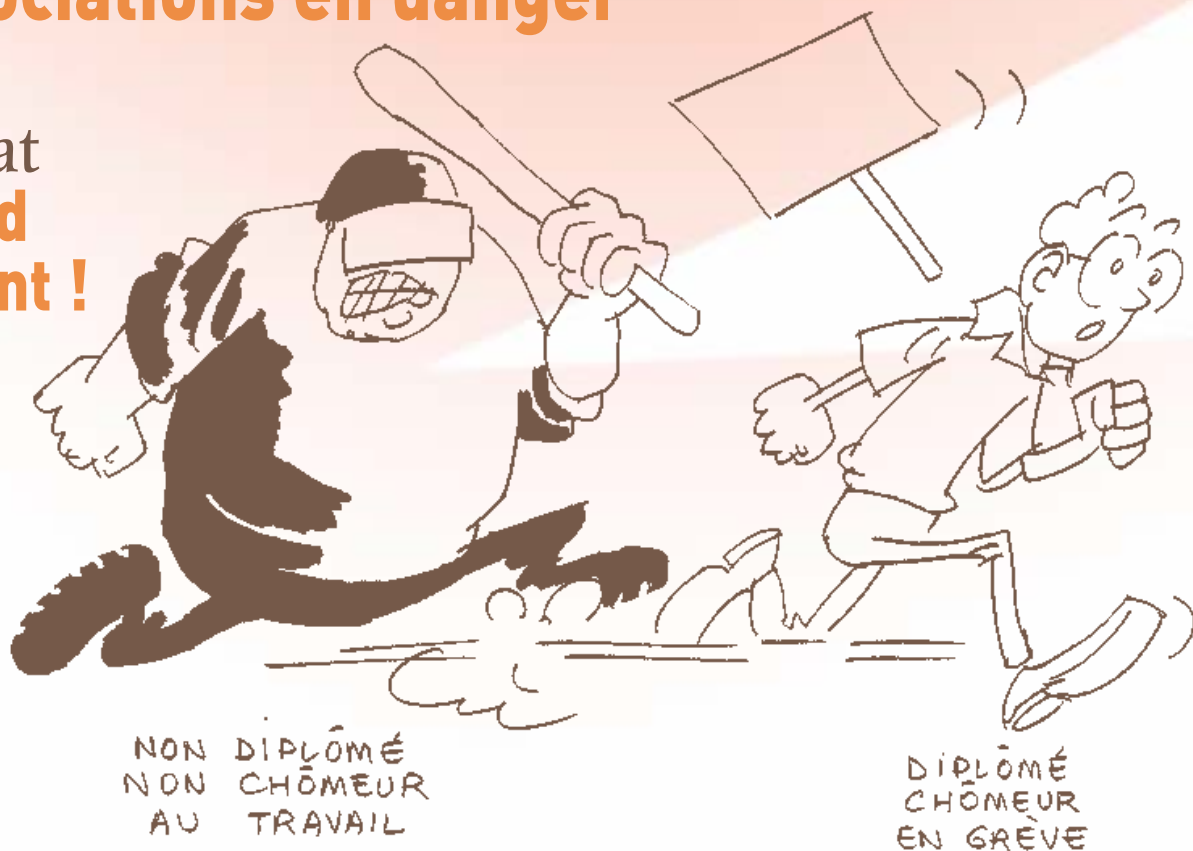
23

automne 2003

N°173

Nouvelles politiques gouvernementales **Associations en danger**

Climat chaud devant !



Lionel Aymard **"Un toit, c'est un droit"**

Forum des Outils Pédagogiques **Nouveau cru**



- 3 **Editorial de Jérôme Dancoisne**
- 4 **Du côté de...**
EEVP : Jeune pousse de l'environnement
- 5 **Entr'Asso**
De la Bio divers Cité au Pas de Côté
- 6 à 7 **Tribunes**
- 8 à 10 **Regards croisés**
Climat : chaud devant !
EDA aux Assises nationales
du développement durable
Vrai débat sur l'énergie
- 11 **Actu MNE**
Le Forum des Outils Pédagogique
s'incruste et fait souche
- 12 à 13 **Parole de...**
Lionel Aymard du DAL :
un toit, c'est un droit
- 14 **Guide pratique de la
participation**
Mot dit "gouvernance"
- 15 **Pétition**
Loi sur l'énergie : Changeons de cap
- 16 **Agenda**
d'octobre à décembre 2003

Brève

Forum social européen 2003, demandez le programme !

Du 12 au 15 novembre 2003, à Paris / Saint-Denis et Bobigny / Ivry-sur-Seine, le deuxième Forum social européen (FSE) réunira durant trois jours des représentants de plus de 60 pays au sein de 55 séances plénières, 300 séminaires et des centaines d'ateliers. Après le succès de Florence, il s'agit non seulement d'affirmer la nécessité d'une Europe démocratique, d'une Europe des citoyens et des peuples, mais aussi d'en démontrer la possibilité et d'esquisser les voies et les moyens de sa réalisation.

Forum social européen 2003, 2 passage des Petits-Pères 75002 Paris - www.fse-esf.org

Pour plus d'information, veuillez consulter le communiqué de presse complet sur :

http://www.fse-esf.org/rubrique.php3?id_rubrique=166

La Maison de la Nature et de l'Environnement (MNE) est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et créée en 1978. Au nombre de 100, ses adhérents sont des associations intervenant dans les domaines de la nature, de l'environnement, des solidarités et des droits de l'Homme. La MNE a pour objet de faciliter la vie et le développement des activités des associations adhérentes par :

La gestion du Centre Régional d'Information et de Documentation

Le soutien logistique aux associations :

mise à disposition de locaux et des salles de réunion, gestion de moyens mutualisés (appui conseil, accueil, reprographie, affranchissement,...)...

L'animation de réseau :

information, appui conseil, communication, développement de projets inter-associatifs...

La coordination de l'expression associative

auprès des acteurs institutionnels par exemple
Les valeurs communes du réseau MNE sont consignées depuis novembre 2001 dans une Charte éthique disponible sur demande.

Le PA3D

Pôle Associatif Documentaire du Développement Durable de la MNE abrite 2 centres de documentation, ouverts à tous :

Le Centre Régional d'Information et de Documentation, géré par la MNE

Généraliste en environnement naturel et urbain, il offre l'accès à des documents spécialisés, à des publications associatives et à des ressources pédagogiques. Il réalise des produits d'information pour les associations et des partenaires extérieurs, anime le site web de la MNE et un réseau régional de Points Environnement Conseil.

Le Centre Régional de Documentation Tiers-Monde

favorise la diffusion de l'information et la réflexion sur les pays en voie de développement et sur les liens qui existent entre ces pays et le nôtre.

Horaires d'ouverture

Accueil MNE

L'accueil est ouvert du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 18h. Le samedi matin de 9h à 12h.

Accueil PA3D

Pour le public : du mardi au vendredi de 14h à 18h.
Le mercredi et le samedi matin de 10h à 12h.

Pour les associations : du lundi au vendredi de 10h à 18h, de préférence sur rendez-vous.

édit



Nouvelles politiques gouvernementales, associations en danger

Quel peut être le lien entre la canicule, la politique répressive de Nicolas Sarkozy et le rôle des associations du réseau MNE ?

La canicule que nous avons connue cet été est, bien entendu, la manifestation des bouleversements climatiques dont nous commençons à mesurer les effets (tempêtes, inondations...). L'heure n'est plus aux tergiversations coutumières des scientifiques, mais à l'action. En effet, le bilan très lourd de la canicule estivale : décès prématurés, pics de pollution à l'ozone, difficultés à produire de l'électricité, incendies, ravages agricoles, déséquilibres de l'écologie des systèmes nous poussent à appliquer immédiatement le principe de précaution et à mettre en œuvre les politiques de prévention associées.

Or le gouvernement actuel de Jean-Pierre Raffarin semble avoir des préoccupations plus immédiates. Engager la France vers une politique de développement durable ne semble aujourd'hui plus être de mise. Seuls les résultats en matière de répression comptent. Mais que cela semble mineur comparé aux grands défis de ce siècle, tels l'accès à l'eau pour tous, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la lutte contre les inégalités et les diverses formes de conflits violents !

Les conséquences de cette politique "de l'immédiat" sont dramatiques pour la majeure partie des associations du réseau MNE. Car il s'agit à l'évidence pour le gouvernement de renforcer les outils répressifs (armée, police, justice) et de réduire fortement les outils préventifs (éducation, santé, environnement, logement).

Les constats sont donc là, palpables : baisse des crédits d'intervention du ministère en charge de l'Environnement, allongements insoutenables des délais de paiement. Il peut être fréquent, pour une association du réseau, d'attendre 8 mois pour recevoir la subvention correspondant à un travail déjà effectué.

Alors, que faire ?

Dans ces conditions, les associations empruntent afin de rémunérer les salariés, les crédits bancaires se multiplient

et les intérêts flambent. Aujourd'hui, le réseau MNE est en difficulté, et les plans de licenciements sont en vue. C'est l'action tout entière d'une partie de la société civile qui est menacée. Or le rôle de la MNE quant à la sensibilisation du public, à la formation, à l'apport de réflexions sur de grands projets (Contrat de plan Etat-Région...) n'est plus à démontrer. La politique gouvernementale a un objectif qui se dessine parfaitement, contenir la parole citoyenne et associative.

Nous ne nous laissons pas faire. Une fois de plus nous proposerons des scénarios alternatifs visant à renforcer le travail indispensable des associations du réseau MNE. Nous réagissons dès à présent en :

- alertant l'opinion publique quant à l'état actuel des finances des associations et en informant des possibles licenciements.
- interpellant les pouvoirs publics,
- inventant de nouvelles formes de solidarités associatives : créer un fond de solidarité associative, simplifier l'accès aux prêts relais dont l'objectif est de répondre aux situations de détresse financière de certaines associations (désengagement de partenariats financiers établis...)
- redonnant une valeur militante à la campagne d'année, pour réagir par rapport à l'actualité afin d'alerter et former l'opinion publique,
- rassemblant encore plus que d'ordinaire, en renforçant les actions qui associent les différentes composantes du réseau MNE (environnement et solidarité)

Donc affaire à suivre....

Jérôme DANCOISNE

Vice - Président de la MNE / Membre du bureau d'EDA

Le Chiffre qui tue

Dans le monde, fin 2001, les OGM couvraient 56,6 millions d'hectares contre 44,2 en 2000 et 1,7 millions en 1996.

Source : ISAAA, association des industriels du secteur

EEVP* jeune pousse de l'environnement

*Association pour l'Éducation à l'Environnement et la Valorisation du Patrimoine

Voici une jeune pousse qui se préoccupe d'éducation à l'environnement. Souhaitons-lui de croître encore et encore, malgré les intempéries...

Née le 13 avril 2001, EEVP est, après 28 mois d'existence, une jeune association. Centrés sur l'éducation à l'environnement et la valorisation du patrimoine, nous abordons des thèmes tels que le jardinage, l'ornithologie, le milieu forestier, l'arbre.... Nous utilisons des méthodes de vulgarisation des connaissances, l'interactivité entre le public, l'animateur et le milieu.

Les animations de consommation ou ponctuelles sont prescrites.

Des partenariats éducatifs

Parmi nos actions les plus importantes citons les animations sur les espaces verts de Lille et Roubaix et les partenariats éducatifs sur quatre quartiers dans le cadre de la politique de la ville à Lille.

Trois postes salariés pérennes, des locaux à Roubaix, prochainement à Lille, un budget en 2003 qui dépassera les 40 000 Euros et une grande diversité d'actions, EEVP a su faire face à ses différentes crises de croissance.

Ces résultats encourageants sont dus à trois facteurs essentiels :

- une équipe opérationnelle réduite et motivée.
- des compétences réelles de ses membres actifs.
- des expériences diversifiées et complémentaires de ses adhérents et administrateurs.



Le tout arrosé d'un manque de complexe vis-à-vis des collectivités et des plus anciennes, voire plus importantes associations.

L'âge de raison

EEVP intervient sur un territoire géographique non restreint de la métropole Lilloise au Valenciennois en passant par le Douaisis sans hésiter à faire quelques petits tours chez nos voisins européens. Nous avons fait le choix de diversifier nos partenaires et nos financeurs potentiels.

A l'horizon 2004, EEVP se porte donc plutôt bien, si l'on excepte quelques difficultés financières malheureusement d'actualité pour beaucoup d'associations (cf encadré "coup de gueule").

Yann Godeau

Coordinateur national, membre fondateur de EEVP. Administrateur MNE

Coup de gueule ! Des sous !

Les moyens financiers, lorsqu'ils sont attribués, sont souvent très longs à atterrir sur les comptes des associations, les mettant souvent en grand danger tout comme leurs salariés.

En effet, comment comprendre et donc accepter des délais de paiement d'au minimum trois mois, ou même des subventions qui arrivent quand les projets sont quasi terminés, l'absence de prise en compte des frais bancaires considérables appliqués en cas de difficultés, ou l'exigence de paiement des charges et cotisations qui, elles, ne souffrent aucun retard ?

Des évidences ! chers financeurs, cher élus.

- Les financements et conventions pluriannuelles, les acomptes sur trésoreries, les actions à moyen et long termes, est-ce trop demandé ou du bon sens ?
- Une réelle politique d'éducation à l'environnement à l'échelle humaine et une co-éducation, est-ce si difficile et si long à mettre en place ?

Fiche technique

Siège social : Lille
Locaux associatifs : 696 rue des Nations Unies 59100 Roubaix (derrière la ferme aux loisirs)
Téléphone : 03 20 04 96 35 ou 03 20 70 07 20 ou 06 76 17 69 32.
Mail : assoeevp@aol.com
Adhérent : 30 euros
Adhésion individuelle : 8 euros.
Familiale : 10 euros.

Prochaine sortie :

Dimanche 19 octobre 2003.
 Les oiseaux migrateurs.
 Réserve de la Mare à Goriaux.
 RDV : 7h30 et /ou 9h30/
 Parking de la réserve. Sortie n°6
 Autoroute Lille Valenciennes.
 Pas d'inscription.
 Tarif : 2,5 Euros (Guide : Y Godeau).

Biblio PA3D :

6 animations scolaires éco-pédagogiques sont disponibles sur réservation auprès de l'association (tarifs adaptés selon le projet, devis gratuit.) :

- La mare, Jardinage à l'école, Le monde des oiseaux, L'eau (référéncées au CRID).

Egalement :

- Les arbres, bois et forêts - Le monde des escargots.

De la Bio divers Cité au Pas de Côté

Venez découvrir cette nouvelle rubrique "Entr'asso" qui éclaire les coopérations inter-associatives du réseau MNE. Pour étrenner la barque, hissons les voiles vers le parc (Matisse) et la ferme (Marcel Dhénin) !

BIO divers CITE, une 3^{ème} édition de mobilisation.

Le déroulement des Assises Nationales du Développement Durable en Région Nord-Pas de Calais, fin juin 2003, a donné l'occasion au réseau MNE de revisiter, pour sa quatrième édition, son festival BIO divers CITE. Grâce à l'investissement de plus de soixante associations, une dizaine de lieux de la métropole lilloise ont été investis, plus de 180 rendez-vous ont été proposés à tous les publics : scolaires, familles, congressistes, associatifs, passionnés ou simples badauds.

Dès le début de semaine, des animations étaient proposées à des groupes scolaires (800 enfants au total) : ateliers tout terrain pour découvrir la nature, création de nichoirs, grimpe dans les arbres, croisière découverte du transport fluvial, ...

la collecte sélective des déchets, débat sur les migrations de populations et leurs enjeux à travers le monde, atelier de réparation de vélo, spectacle sur l'environnement donné dans les arbres, stand d'information sur les économie d'énergie,...

Enfin, un original village associatif, sous forme de labyrinthe, rassemblait en fin de semaine toutes les associations impliquées en relevant le défi d'accueillir le public sur le Parc Matisse, près des gares de Lille.

Si cette édition 2003 du Festival Bio Divers Cité n'a pas rencontré le succès escompté, elle a néanmoins permis de mettre en scène de très nombreuses associations du réseau MNE et de provoquer d'intéressantes rencontres avec d'autres acteurs de la région : les différents intervenants des Assises bien sûr, mais aussi des acteurs de la culture et également d'autres réseaux associatifs citoyens et militants comme UnisCités ou le collectif des acteurs ruraux.

L'édition 2004 apportera un autre éclairage, celui de la " culture " considérée souvent comme le quatrième pilier du développement durable, offrant ainsi à la prochaine édition un autre rayonnement.

Un Pas de Côté à la ferme

Les Opérations été de la ville de Lille sont une occasion supplémentaire pour le Pas de côté et la ferme pédagogique Marcel Dhénin de proposer ensemble aux centres de loisirs de la ville, des animations de qualité invitant à découvrir les activités de la ferme et les jeux coopératifs : balade dans la ferme avec découverte des animaux, de leurs conditions de vie, ..., pratique de jeux de société coopératifs, de jeux grandeur



La présence de RASSADJ à Bio divers Cité

nature. Les groupes pouvaient même prendre leur repas sur place et profiter ainsi d'un îlot de tranquillité à deux pas du centre ville (faire "un pas de côté", ça fait du bien de temps en temps !). Au cours des 3 journées organisées, 44 enfants des quartiers de Moulins et de Fives ont participé à cette animation. Leur enthousiasme et l'accueil chaleureux des animateurs de la ferme nous encouragent à poursuivre avec plaisir ce type de coopération.

Mohamed Slimani
Le pas de côté

Brève

Nucléaire... pour une autorité de sûreté indépendante

Bien avant les problèmes de canicule, le réseau Sortir du Nucléaire dénonçait, auprès de Jacques Chirac, des graves atteintes à la sûreté nucléaire française : falsification de données sismiques, lobbying d'EDF pour empêcher leur prise en compte...

En conclusion, le réseau estimait que la sûreté nucléaire française devait être complètement redéfinie, libérée des tutelles administratives et rendue indépendante.

Pour en savoir plus et bénéficier de la remarquable veille assurée par ce réseau, n'hésitez pas à le contacter. Réseau "Sortir du Nucléaire" 9 rue de Dumenge 69004 LYON

tél. : 04 78 28 29 22



Répétition du Larzac au Parc Matisse

Pendant les Assises, en marge du colloque, les associations proposaient, aux adultes cette fois, d'aborder le développement durable par de multiples entrées concrètes : jeux coopératif sur

Le retour des phoques sur la Côte d'Opale



C'est l'histoire d'une BD pédagogique réalisée par la CMNF (Coordination Mammalogique du Nord de la France) pour protéger nos amis les phoques. Tout un programme !

En 1999-2000, la Coordination Mammalogique du Nord de la France - groupe Mammifères Marins a participé au projet " Cap sur la Côte d'Opale " durant lequel 2000 enfants sont allés à la rencontre des professionnels de la mer. Cette opération fort concluante, a révélé la nécessité de mettre en place un outil pédagogique autour de ces mammifères méconnus que sont les phoques. C'est ainsi qu'est née l'idée d'une bande dessinée ludique et instructive.

" Marie et son frère se rendent chez leur oncle Jérôme qui habite sur le littoral, non loin de Calais. Ils ne savent pas qu'ils vont pouvoir observer des phoques, et après une longue balade à travers les dunes, Marie trouve un jeune phoque veau marin échoué. Ils alertent alors la Ligue Protectrice des Animaux de Calais. Après quelques

mois passés en centre de soins, le petit phoque est relâché. " Telle est l'histoire de la première partie de cette BD simple et réaliste, entièrement dessinée par Eric Boucart. C'est également lui qui en imaginé le scénario, qui a été validé par Jacky Karpouzopoulos, le Président de l'association.

Cette bande dessinée est accompagnée d'un document d'information, réalisé par Perrine Prinzivalli, responsable scientifique et pédagogique du groupe Mammifères Marins, et qui approfondit certains thèmes : les différentes espèces de phoques présentes dans le Nord-Pas-de-Calais, la gestion des échouages, le suivi des populations, les phoques menacés et aujourd'hui protégés...

Tirés à 5000 exemplaires, la BD et le document seront remis aux classes qui auront bénéficié d'une animation sur

les mammifères marins ou d'une sortie sur le terrain réalisées par la CMNF. Il viendra compléter les supports déjà utilisés lors des animations scolaires ; il correspond aussi aux programmes de biologie des classes de CM1 et CM2. On pourra d'autre part le trouver lors d'expositions tenues par la CMNF, au prix de 4 Euros.

Cette aventure a été possible grâce aux financements de la Fondation Nature et Découvertes (45 %), du Syndicat Mixte de la Côte d'Opale (18 %), de la DIREN Nord-Pas-de-Calais (17 %), du Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais (17 %), le reste ayant été financé par les fonds propres de la CMNF.

Pour plus de renseignements :
cmnf.manarins@wanadoo.fr

Hors de là, hors-la-loi !

José Bové n'est pas le premier ! Rassadj pose ici le problème des mouvements revendicatifs mis à l'index, tels ceux qui s'opposent aux expulsions.

En octobre 1995, le Comité Anti-Expulsion (CAE) de Villeneuve d'Ascq, membre du réseau RASSADJ N-PdC s'oppose avec un locataire à une tentative d'expulsion menée par un huissier. L'opposition se déroule sans violence physique ni verbale. Cependant, l'huissier porte plainte quelques jours plus tard. Le Procureur décide en juin 1996 de traduire devant le tribunal correctionnel, deux animateurs du CAE.

Les prévenus sont convoqués pour "outrage envers une personne chargée

d'une mission de service public", délit puni de 50 000 francs d'amende. Le CAE, en tant qu'association, n'est pas poursuivi. Au tribunal, l'huissier de justice reconnaît que les personnes de l'association n'avaient été ni violentes, ni menaçantes.

Elles sont donc relaxées en septembre 1996.

Le Procureur fait appel, les militants se remobilisent, et l'huissier s'efface.

En octobre 1997, La Cour d'Appel

condamne les prévenus à 3000 francs d'amende avec sursis. La mise en cause personnelle des membres d'une



Crémaillère pour les sans papiers

Une page trop longue de l'histoire de la vie militante lilloise vient de se tourner en juillet.

Grâce à l'action d'IDM (Information et Droits des Migrants) et en son sein, notamment de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH). Grâce aussi à la participation financière de la Ville de Lille et de la Région, le Comité de Sans Papiers dispose désormais d'un local permanent, rue Bernos à Fives.

La MNE et beaucoup de ses associations étaient intervenues moult fois auprès des pouvoirs publics en vue de cette solution.

Au moment où les sans-papiers entrent dans leurs meubles, il ne nous semble pas inutile de rappeler que, c'est au sein de la MNE, que le mouvement des sans papiers a vu le jour avec la première grève de la faim de 7 Guinéens, parents d'enfants français. Cette lutte avait

débouché sur un succès local total, sur une fête mémorable à la MNE mais aussi (et surtout) sur la reconnaissance nationale des droits des parents d'enfants français par le gouvernement, dans une modification des circulaires et de la loi.

Plus tard, la MNE a abrité une seconde grève longue et pénible qui a mis en évidence la nécessité d'un lieu spécifique pour le CSP 59.

Bonne crémaillère à nos amis sans papiers. Nous les assurons de notre solidarité maintenue et confortée avec leur lutte dans un contexte particulièrement difficile.

Gérard Minet

Ligue des Droits de l'Homme

Brève

Charte de l'Environnement

Le 25 juin dernier, le gouvernement faisait adopter, en Conseil des Ministres, une Charte de l'Environnement, liée à la constitution française. Promotion du développement durable, application du principe de précaution, participation à la réparation des dommages causés sur l'environnement, nécessité de l'éducation à l'environnement... autant de nobles objectifs énoncés dans cette charte étonnamment centrée sur le rôle de l'autorité publique ! Si les outils juridiques, les orientations financières et la politique globale du gouvernement avaient suivi... on y aurait presque cru !

association dans le cadre de son objet et sans qu'elle ne soit citée est un dangereux précédent !

Pourquoi l'association n'est-elle pas disoute, s'il est établi que son objet est illégal ? Est-ce parce qu'il est plus facile de s'attaquer aux personnes que la CAE existe encore aujourd'hui ?

L'avocat général a réclamé une peine pour éviter que d'autres associations ayant la même action ne se créent. La condamnation a donc bien pour but de faire exemple.

Accepter cette condamnation serait revenir à la loi " Le Chapelier " qui mettait hors la loi tout mouvement revendicatif et accepter que les associations se limitent aux actions caritatives, sans remettre en cause le système qui conduit à l'exclusion.

La loi contre les exclusions de 1998 précise maintenant que la famille peut s'opposer à l'entrée de l'huissier tant qu'il n'a pas le « concours de la force publique » accordé éventuellement par le préfet après enquête sociale. Ce léger mieux est le résultat des nombreuses mobilisations (ici et ailleurs) contre les expulsions exécutées en catimini.

Estelle Duquesnoy
RASSADJ N-PdC

Biblio PA3D :

- RASSADJ

"A la rue " : guide pratique et juridique pour éviter l'expulsion de son logement,

téléchargeable sur :

<http://rassadj.hypermart.net/nos.htm>

- CMNF

Bulletin de la Coordination Mammalogique du Nord de la France n°9 (déc. 2002) : Chiroptères - Mammifères marins. En consultation au CRID



Climat : chaud devant !

Changer de comportement face aux fluctuations du climat : un impératif encore plus d'actualité après la canicule de cet été. Nord Nature, EDA (Environnement et Développement Alternatif) et la CLCV (Consommation, Logement et Cadre de Vie) nous donnent leur éclairage.

Phénomènes climatiques extrêmes : Nord Nature appelle à réagir

Après la tempête qui a ravagé une partie de la France en 1999 et les graves inondations qui se sont succédées dans le monde au cours des dernières années, l'ampleur et l'intensité de la canicule et la sécheresse de cet été se traduisent par un lourd bilan humain, économique et écologique.

Comment ne pas relier cette succession d'inondations et de sécheresses aux prédictions du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat, qui alertait les gouvernements au sujet des conséquences des rejets de gaz à effet de serre et annonçait, pour le 21e siècle, une fréquence accrue des phénomènes climatiques extrêmes ?

Les fluctuations climatiques naturelles qui se sont produites autrefois sur la planète étaient des évolutions lentes qui se déroulaient sur des milliers d'années. Aujourd'hui, le changement se réalise en quelques dizaines d'années. Le rythme rapproché des conditions climatiques extrêmes qui se succèdent est un signe de bouleversements qui ne permet plus de tergiverser.

En priorité, il est temps d'appliquer le principe de précaution en diminuant de façon drastique et permanente les émissions de gaz à effet de serre, afin de freiner le processus de dérèglement. Cela implique une diminution générale des gaspillages, notamment une diminution importante de la circulation rou-

tière, le renoncement à l'aménagement de nouvelles infrastructures comme l'autoroute A 24, une mise en place rapide de transports en commun efficaces dans les zones urbaines et une augmentation du prix des carburants qui modère l'emploi des véhicules routiers. Les remèdes pour éviter des pollutions répétées à l'ozone sont les mêmes.

Comme de toute façon, au point où nous en sommes, nous ne pourrons plus enrayer les bouleversements climatiques, mais au plus éviter leur aggravation, il est nécessaire de nous préparer en même temps le mieux possible à la survenue de ces conditions extrêmes et de leurs incidences.

Il convient donc de mettre en œuvre très rapidement tous les moyens qu'ont recommandé les fédérations de protection de la nature pour limiter les effets des fortes pluies et des grandes sécheresses : ne pas construire en zones inondables, réimplanter les haies et réaménager des talus perpendiculaires aux pentes, préserver les zones humides et en restaurer, conserver les méandres des cours d'eau, etc...

Pour faire face aux situations de sécheresse (ou à celles d'épuisement

des ressources en eau, quelle qu'en soit l'origine), il devient urgent d'économiser l'eau dans tous les secteurs d'activités, agriculture, industrie, usages domestiques, loisirs, et cela sans attendre les périodes de crises.

Les centrales nucléaires, que l'on savait déjà exposées à des risques d'attentats et d'accidents, ont montré leur incapacité à résister à des conditions extrêmes de canicule et de sécheresse. Le mieux est de les arrêter progressivement et de mettre en place les solutions alternatives (économies d'énergie, solaire, éolien, biogaz...). Quant aux élevages concentrationnaires, où des centaines de milliers d'animaux ont péri cet été, ils sont de toutes façons très contestables pour des raisons éthiques et écologiques. La bonne solution n'est pas d'indemniser les exploitants qui pratiquent ce type d'élevage, mais de soutenir ceux qui pratiquent l'élevage extensif.

«Renoncer à l'autoroute A24»

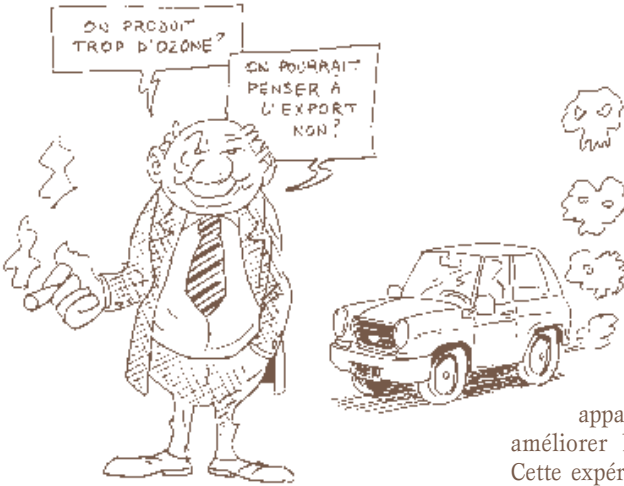
La Présidente, Jacqueline Istas.

Insolite nature



EDA aux Assises Nationales du Développement Durable

EDA nous donne un aperçu d'un colloque qui s'est déroulé dans le cadre des Assises en juin dernier, avec des exemples d'économie d'énergie, à Lille et ailleurs.



Quelques mots du colloque organisé par la Ville de Lille le 25 juin en partenariat avec Energies Cités, l'Ademe*, la Mission Interministérielle Effet de Serre et le Conseil Régional Nord - Pas de Calais sur le thème **"Changements climatiques, comment agir au quotidien ?"**

Danielle Poliautre, adjointe au Maire de Lille, déléguée à la qualité de vie et au développement durable a évoqué la nécessité de modifier les modes de production et de consommation pour réduire les impacts néfastes qu'ils génèrent sur le climat mondial.

Que l'on soit une collectivité, une entreprise ou un simple citoyen il est nécessaire de changer nos comportements notamment dans les pays développés : de nombreuses villes préconisent des actions concrètes pour répondre aux objectifs fixés par le Sommet de Kyoto : c'est le cas de Lille, dans le cadre de l'Agenda 21 signé en 2000.

Ferrara ville modèle

Michele Ferrari de la ville de Ferrara (Italie) a évoqué le radical changement des modes de déplacements au profit du vélo (110 000 vélos pour 134 000

habitants), l'utilisation rationnelle des ressources locales d'énergie (géothermie) pour chauffer plus de 10 000 logements et l'auto-certification de la qualité des appareils de chauffage domestique. Chaque habitant est invité à faire effectuer des vérifications régulières de ses appareils de chauffage afin d'en améliorer la sécurité et l'efficacité. Cette expérience a responsabilisé tous les « acteurs », créé des emplois au sein d'entreprises locales et réduit de façon significative les rejets polluants. La démarche est reconnue au niveau européen et de ce fait la ville de Ferrara participe à l'élaboration des indicateurs adoptés au Forum Agenda 21 Local.

Haute Qualité Environnementale à Lille

A Lille, un grand nombre d'engagements commencent à trouver une traduction concrète : des cahiers des charges qui intègrent davantage de sobriété énergétique (éclairage public : lampadaires solaires, lampes longue durée...), haute qualité environnementale lors de la transformation de bâtiments publics (Halles de Wazemmes, logements anciens...), choix de bois labellisés, réflexion sur le cycle de vie des produits ou appareils utilisés, réduction des déchets, transformation d'un réseau de chaleur au charbon en cogénération gaz, initiatives qui concrétisent les engagements pris en 2000 et rendent lisibles développement durable et qualité de vie.

L'accent a été porté sur l'importance du rôle de chacun : **au niveau local**, le citoyen informé, responsable doit par-

ticiper à toutes les initiatives ; les collectivités, dans leurs propres gestions, doivent intégrer le souci permanent des économies d'énergie et de limitation des rejets polluants. **Au niveau national**, le Programme National de Lutte contre le Changement Climatique va être renforcé par le Plan Climat 2003 afin que les règlements soient mieux respectés, qu'une évaluation soit régulièrement effectuée.

La Région Nord Pas de Calais s'est polarisée dès 1980 sur les économies d'énergies (plan NORENER). En 20 ans d'actions publiques, cela a permis de limiter la demande en énergie de façon significative grâce à une forte mobilisation de tous les acteurs du territoire, des crédits importants, une vision transversale des problèmes et des engagements à prendre, des outils d'évaluation conduisant peu à peu à un changement culturel.

Cela se traduit par une meilleure prise en compte des besoins réels et donc le refus de répondre au schéma traditionnel des "offres" qui fausse le rapport à l'énergie. Des aides aux collectivités ont été accordées pour accompagner des projets intégrant une meilleure maîtrise des flux (Haute qualité environnementale, recyclage des déchets, qualité des sols à reconquérir...) Des outils de formation, d'information ont été largement développés pour accélérer les appels à projets spécifiques et adapter les aides spécifiques pour les accompagner.

➔ EDA, le CRDTM et la Ligue des Droits de l'Homme organisent **une conférence-débat** sur ce thème **le 24 novembre** à 19h30 à la MNE.

Anita Villers
Environnement et Développement Alternatifs

*Ademe : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie.

Vrai Débat sur l'Energie : CLCV, EDA et Greenpeace entrent en "lys"

C'est à Lille que trois associations du réseau MNE ont organisé ensemble en juin dernier un "Vrai Débat" sur l'énergie. L'occasion pour les participants de livrer leurs analyses, et surtout des propositions concrètes !

Après cet été de canicule, on comprend toute l'urgence d'économiser de l'énergie et d'utiliser davantage d'énergies renouvelables.

■ Claquement de porte

Cela tombe bien, le gouvernement a lancé en mars dernier un débat national sur les énergies en préalable à une loi de programmation (pour 30 ans) sur l'énergie. Les associations, d'abord associées au débat officiel, ont choisi d'en claquer la porte et d'organiser un débat parallèle devant une opération de communication qui vise à mieux faire accepter le nouveau programme nucléaire français. Le «vrai débat» était alors lancé. Après d'autres villes françaises, c'était au tour de Lille ce samedi 14 juin. La CLCV, EDA et Greenpeace avec l'appui de la MNE, avaient invité élus et citoyens pour cette journée très énergique. On a pu y compter plus de 140 personnes, qui ont entendu Michel Raquet (conseiller au parlement européen), Pierre Radanne (ancien président de l'ADEME et ancien directeur de la MNE) et Thierry Salomon (auteur du livre «la maison des Négawatts»).

■ Des voitures surdimensionnées

Si, en Europe, nous agissons, ce ne sont pour l'instant que des «mesurettes» en comparaison de l'enjeu du changement climatique, comme nous le disait Michel Raquet. Pour un même confort de vie, nous pouvons consommer beaucoup moins d'énergie. Thierry Salomon en a fait la démonstration : dans le contexte actuel, nous pouvons diminuer nos consommations d'énergie grâce à plus d'efficacité énergétique, plus de sobriété et d'énergies renouvelables. Il est possible d'accroître l'indépendance énergétique, de baisser énormément notre impact climatique et de nous passer du nucléaire d'ici 20 ans. Le scénario Négawatt (œuvre de spécialistes nationaux de l'énergie) décrit précisément la marche à suivre.

Pour le transport, qui est le plus mauvais élève, nous avons déjà, selon Pierre Radanne, la technologie pour des véhicules qui consommeraient beaucoup moins. Nos voitures sont surdimensionnées pour rouler à 200 km/h, alors que la majorité du temps, elles sont en ville où la vitesse moyenne est de 7 km/h. Elles consomment en réalité 4 litres/100 km en trop. Il y a des marges de progression énormes en considérant aussi les carburants alternatifs et la maîtrise de la mobilité.

Après cela, tout n'est pas fini, bien au contraire ! Les 3 associations prolongent leur collaboration pour le futur dans un groupe énergie et souhaitent créer un pôle fort sur ce thème. Tous, nous devons rester très vigilants face à la loi qui sera présentée par le gouvernement en automne prochain.

Aurélien Walter

URCLCV (Union Régionale Nord Pas de Calais de l'Association Consommation, Logement et Cadre de Vie)

Note : il est important, si ce n'est déjà fait, de signer la pétition nationale «Loi sur l'énergie : Changeons de Cap !» cf page 15

Biblio PA3D :

- Greenpeace Magazine (trimestriel), en consultation au CRID <http://www.greenpeace.org> <http://www.electricitedeforce.com/>
- Guide pratique de l'ADEME : le changement climatique gratuit et disponible à l'Espace Info Energie de la MNE (CRID et CLCV)
- Vivre les changements climatiques : l'effet de serre expliqué, par Claude Villeneuve et François Richard (ed. Multimondes) - disponible au CRID
- Deuxième évaluation interassociative de la mise en œuvre du Programme National de Lutte contre le Changement Climatique
 - 2000-2003 : le gouvernement économise son énergie. Réseau Action Climat France
- Infos de serre : bulletin mensuel d'information sur l'actualité du changement climatique, diffusé gratuitement et électroniquement par le Réseau-Action-Climat France. Réseau-Action-Climat France : infos@rac-f.org - site : <http://www.rac-f.org/> consultables au CRID en format papier

Brève

L'Espace INFO-ENERGIE (EIE) de la MNE ne lâche pas la pression !

Avec en moyenne 70 conseils par mois et une "omniprésence" sur le terrain lillois, l'EIE entend bien contribuer à infléchir les comportements et les choix de nos concitoyens sur l'énergie pour les aider à lutter contre les dérèglements climatiques. Depuis février, l'EIE de la MNE a été rejoint par un nouvel EIE, itinérant dans la région, animé par l'Union Régionale CLCV. Au niveau régional, ce sont maintenant 10 EIE qui proposent des conseils en direction principalement des particuliers, grâce à des financements ADEME, Conseil Régional Nord-Pas de Calais et des collectivités locales. Pour en savoir plus, n'hésitez pas, vous aussi, à contacter Thomas Hutin et à en faire la promotion : contactez le au 03 20 52 00 23 ou piemnelille@free.fr

Le forum s'incruste et fait souche...

Venez découvrir le nouveau cru du Forum des Outils Pédagogiques, avec Gérard Minet en oenologue averti.

Dès sa création en 2000, la MNE s'est donnée une vocation culturelle et pédagogique. Depuis quatre ans, cette vocation s'est traduite par l'organisation annuelle du Forum des Outils Pédagogiques (FOP). Il rassemble à l'initiative de la MNE, du CRDTM*, de Graine Pays du Nord, toutes les associations produisant ou diffusant un matériel pédagogique en matière d'environnement, de droits de l'Homme, de solidarité. En deux mots, de développement durable...

Jeux ingénieux et mallettes colorées

Ce forum recueille au fil des ans un succès croissant tant en matière d'exposants que de visiteurs. Combien avons-nous vu de jeux ingénieux, de mal-

les Leïla, les Julie et les Prosper qui feront la France de demain...

Car le forum c'est aussi une large galerie de portraits : enseignants, militants d'associations, parents, réunis par une pédagogie... dans l'école et hors de l'école...

Essaimage à Loos en Gohelle

L'édition 2002 du Forum a été un succès. Le CRDP et la MNE ont fait le plein d'exposants et de visiteurs autour de 100 outils, de 46 associations, de 2 musées. Le tout dans une ambiance conviviale, chaleureuse et colorée qui a fait l'unanimité. L'édition 2003 innove. Le FOP fait souche. L'opération du 15 octobre à Lille (MNE et CRDP)

se continuera le 22 octobre chez nos amis du Pas-de-Calais, à Loos en Gohelle, sous le parrainage de la Chaîne des Terrils. Le programme de cette 4ème édition du Forum a été largement diffusé. Nous n'y reviendrons pas dans cet article, mais...

Au cours de ces deux journées, chacune et chacun, militant, enseignant, animateur social, parent, aura l'occasion de se mouvoir au sein de beaucoup de matière grise, de rencontrer beaucoup d'amour

de la nature et de la vie, de l'homme et de l'enfant, de croiser beaucoup de solidarité, de volonté de justice, beaucoup de volonté d'instruire et d'amuser... Forum des outils pédagogiques, certes mais surtout Eloge de l'Homme et rencontre des Hommes (et des Femmes, bien sûr !)

Un rendez-vous à ne pas manquer.

Gérard Minet
Vice Président MNE

*Centre Régional de Documentation Tiers-Monde

Brève

La MNE, une responsabilité vraiment partagée !...

Comme promis lors de la réélection de René Penet à la Présidence de la MNE, les Vice-Présidents de la MNE prennent des responsabilités croissantes

: répartition du suivi des dossiers par grands thèmes, rencontres régulières en petit comité pour suivre les affaires courantes avec la direction, etc. Sans rien enlever au bureau et au Conseil d'Administration, cette montée en charge est bienvenue pour alléger un peu la charge de la présidence, qui devenait fort lourde compte tenu du développement constant du réseau MNE et de ses activités. Ainsi, en relation étroite avec les administrateurs référents, Hélène Chanson suit les dossiers liés à la communication, Jérôme Dancoisne, les projets inter-associatifs et Gérard Minet le CRID et les services aux associations.



lettes riches et colorées, d'expériences étonnantes présentées par des militants passionnés transformés en jardiniers, en chimistes, en libraires, en géographes ou en présentateurs de mode..

Combien avons-nous vu d'enseignants ou d'animateurs au regard fixe, se creusant les méninges et se grattant la tête pour mieux comprendre toutes les subtilités d'une présentation...

Combien d'enseignants collectionneurs de tracts déambulant de stand en stand et redevenant écolier pour récolter la manne qui alimentera et réjouira

Lionel Aymard : «Un toit, c'est un droit !»



De l'action de terrain, locale et revendicative, à l'aide au développement d'un réseau associatif, Lionel Aymard, actuel trésorier de l'association Droit au Logement (DAL) a un parcours qui vaut le détour.

Dans quelles circonstances avez-vous choisi d'être un acteur associatif ?

Dans les années 70 : à ce moment là, j'avais plutôt choisi la voix syndicale et politique. Soucieux de m'engager dans des actions concrètes, d'une part, et habitant du Vieux-Lille, d'autre part, je me suis intéressé au travail de l'Atelier

Populaire d'Urbanisme (APU, Vieux Lille), à l'époque (1990) de la rénovation de cette partie de la ville. Les problèmes que cela générait pour la population à faible revenu de ce quartier m'ont poussé à approcher concrètement le thème de l'habitat, du cadre de vie, et la pratique du droit : à connaître, à changer, à pratiquer en dehors des institutions et des professionnels de la Justice.

J'étais par ailleurs déjà très engagé dans S.O.S.

Racisme Lille et co-fondateur du Réseau d'Associations, Syndicats et Structures de travail social pour l'accès au Droit et à la Justice (RAS-SADJ). Ma volonté de participer, d'agir dans le domaine de la solidarité et du soutien aux exclus s'est traduite en 1994 par une participation à la marche des chômeurs.

Sensiblement à la même époque (fin 94) c'est l'action du DAL Paris qui

crystalliserait l'engagement d'un petit groupe de militants, dont j'étais, de l'APU Vieux Lille et Moulins et de A.C* !

La nécessité d'actions fortes, d'information, de soutien et d'accompagnement des familles rencontrant de grosses difficultés en matière de logement, nous poussa à nous structurer.

En mai 95, DAL Lille est né.

«Une association avec laquelle il faut compter»

Parlez-nous de votre cheminement en lien avec celui du DAL.

Mon adhésion au DAL m'a permis d'enrichir et diversifier mon expérience :

- par la participation à l'organisation d'occupations et aux suivis de celles-ci (défense contre l'expulsion, gestion etc...)

- par l'accueil et le suivi des adhérents mal-logés, sans logis et expulsables.

- par l'information et la formation sur les droits.

Il convient d'insister sur les rencontres avec les nombreuses personnes qui veulent "s'en sortir" et qui le font en grande partie grâce à leur adhésion et à leur participation aux actions du DAL. La tâche est ardue. Le temps, le moral, l'énergie des bénévoles sont mis à rude épreuve : un

peu de recul et d'évaluation de nos actions sont nécessaires.

Moins nombreux, mais très engagés, avec une meilleure capitalisation des connaissances, des compétences de chacun, le constat est là : DAL est une association avec qui il faut compter, elle est un véritable interlocuteur qui est capable de mener une négociation. L'adhésion en 1999 au réseau RAS-SADJ a apporté une dimension supplémentaire, ainsi que des ouvertures sur d'autres associations.

Enfin les domaines d'intervention se diversifient en lien avec les réalités du quotidien. Pour exemple : les formations offertes aux adhérents par le DAL Fédération : elles traitent de la connaissance des droits, des mouvements sociaux, des solidarités internationales, du surendettement etc... (principes de l'éducation populaire). Les formations d'été se déroulent sur 10 à 14 jours, associées à un séjour de vacances, pour les enfants, qui sont à proximité de leur famille.

Après plus de dix ans d'action, quels messages portez-vous en 2003 ?

Tout d'abord que notre action associative est une dynamique, une force en mouvement en prise avec la réalité sociale. Elle doit fondamentalement s'appuyer sur un travail de fond, se concrétiser par des actions collectives

"Tous ces codes barbares, AFR, PARE..."

et solidaires, qui aboutissent à des relogements.

Il me paraît intéressant de rappeler les revendications nationales :

- application de la loi de réquisition des logements vides, construction de logements sociaux et non démolition

- pas d'expulsions sans relogement

- mobilisation du parc privé par la promotion de locations conventionnées même pour les petits et moyens propriétaires.

A ce jour, aucune de ces revendications n'a vraiment abouti, en dehors de l'opposition aux expulsions qui se fait partiellement. Il s'agit donc de développer des actions collectives pour le relogement ou le maintien dans les lieux des familles, mais aussi de former un mouvement qui fera pression sur les pouvoirs publics concernant les revendications citées plus haut.

Nous avons besoin de soutiens, mais aussi d'alliances avec d'autres mouvements de " Sans " (emplois, papiers etc...) ou de salariés du public et du privé.

Comment envisagez-vous votre avenir de militant associatif, celui de votre association ?

Force est de constater que la situation sociale, notamment en matière de logement, s'est aggravée et spécifiquement pour les familles en situation précaire. Alors mon engagement personnel et celui du DAL sont plus que jamais au service d'une prise en compte de plus en plus grande des populations en difficultés.

Cela n'empêche pas une grande lucidité : il nous faut continuer à sensibiliser d'autres personnes, diversifier nos prises de responsabilités, nous renouveler, nous former, devenir des interlocuteurs incontournables, des chevilles

ouvrières du progrès social, enfin et surtout favoriser la prise en charge de leur lutte par les mal logés et les sans-logis eux-mêmes.

Pour conclure et en exergue de cet entretien, je voudrais partager, avec vous, un extrait de texte réalisé lors d'un de nos ateliers d'écriture :

"..à part RMI et API que je maîtrise, tous ces codes " Barbares " tel que AUD, ASS, AFR, PARE etc..., je ne sais pas du tout ce que cela signifie. Je suis complètement larguée. Quand j'ai intégré l'univers chômeur, je me voyais tombée dans la 4ème dimension. Tout le monde parlait en code... Le temps passe, je suis toujours hermétique. Je refuse de comprendre, je ne veux pas de ce monde sans humanité, sans poésie..."

Propos recueillis par Hélène Chanson
*agir ensemble contre le chômage

Fiche technique

Le DAL mène de front plusieurs activités :

- le travail de connaissance de droit sur la défense des locataires, des mal-logés, des sans logis
 - les occupations de locaux (assurer la responsabilité des familles engagées dans l'action)
 - la pression sur les bailleurs et les négociations avec les institutions jusqu'à l'obtention réelle du logement
- L'équipe est composée de 3 permanents, les permanences d'accueil se font à Lille mais aussi à Calais, Onnaing, Arras, Ostricourt et Carvin.

Appels à soutien financier pour :

- Le DAL, la campagne «Sans toi je fais quoi?»

Les dons sont bienvenus (68, rue du marché 59000 Lille)

- RASSADJ, ayant des problèmes de trésorerie, fait appel à des apports avec droit de reprise. C'est un «prêt à 0%» : une possibilité pour des adhérents d'une association de l'aider à faire face à de telles difficultés.

Brève

Construisons la paix par la non-violence !...

c'est l'invitation que lance la Coordination française pour la Décennie à l'occasion de cette Journée internationale de la paix.

Déclarée par l'ONU «Journée internationale de la paix», le 21 septembre est devenu une journée de promotion de la non-violence et de cesser le feu dans le monde, qui engage formellement tous les Etats membres de Nations Unies.

La Coordination française pour la Décennie, qui a pour objet de promouvoir les projets autour de la non-violence, regroupe à ce jour, une cinquantaine d'associations qui proposent concrètement de multiples actions permettant de mieux faire face à la violence et de construire à long terme une culture de paix.

Le groupe local de la décennie pour la Paix, qui rassemble différentes associations du réseau MNE, organisait, le 21 septembre, à Lille, une action de sensibilisation sur la place de l'Opéra.

Mot Dit

"Gouvernance"

Gouvernance, vous connaissez ? Non, il ne s'agit pas de "nos gouvernants", mais de quelque chose de plus proche ! Pour illuminer votre esprit, comme une belle soirée d'été, voir ci-dessous.

Le 6 mai dernier, s'est tenu à la MNE, un " mot dit " autour de la Gouvernance, organisé par le Groupement International des Fermes d'Animations Educatives en partenariat avec les Ajoncs (Association des Jardins Ouverts et Néanmoins Clôturés) et la Libre Pensée.

Comme entrée en matière, plusieurs définitions sélectionnées par les organisateurs ont été lues. On s'est aperçu que finalement, derrière ce mot à la mode, se cache une notion ancienne connue ces dernières années sous le terme de démocratie participative. C'est donc un concept évolutif tout comme évolue notre société et ses systèmes de régulation.

■ Du quartier à l'Europe

Trois témoignages sont venus enrichir le débat : Jérôme Ségard pour les Ajoncs (Echelle d'un quartier), Bertrand Zuindeau Président du Conseil de Développement d'Hénin-Carvin. (Echelle d'un territoire), Catherine Bertram de la Commission Permanente du Bassin Minier (Echelle européenne). Ces témoignages ont montré que la Gouvernance se pratique à plusieurs échelles et qu'elle pose de nombreuses questions : Comment associer la société civile au développement du territoire ? Comment organiser la concertation, quelles étapes et pour quels acteurs ? Comment adapter les moyens de la concertation et définir une échelle afin d'aboutir à la bonne décision ? Pourquoi un terme qui remonterait au moins au XIII^{ème} siècle réapparaît-il aujourd'hui et avec quelles teintes idéologiques ? Dans quel champ de valeurs nous inscrivons-nous ?

Une définition contradictoire est proposée par la Libre Pensée : " la gouvernance, c'est la relativisation de la puissance publique à différents niveaux (local, national, international) par le partenariat entre acteurs publics et privés, entre administrations et entreprises"

(Définition de Jan Kooiman in Modern Governance 1991). Pour la Libre Pensée, c'est le démantèlement des services publics, la privatisation et la mise en concurrence des régions et communes au nom du concept de subsidiarité. Le débat reste ouvert.

■ Loin du consensus

La soirée s'est conclue sur l'idée qu'il était inutile d'apporter une énième définition aux centaines déjà exprimées. Ce terme est loin d'être consensuel et c'est tant mieux, car plutôt qu'un concept de Gouvernance, nous préférons des pratiques de Gouvernance qui renvoient d'une part à l'étymologie (politique, démocratie, gouvernement) et au contexte historique et d'autre part, à une série de questionnements en tant que citoyens responsables.

En conclusion, citons une formule exprimée lors de la soirée : " la démarche est plus importante que l'aboutissement ". Le temps passé à s'interroger, concerner, dialoguer, c'est déjà de la Gouvernance même si cela peut parfois être décevant dans les réalisations. Nous sommes donc tous acteurs de la vie de notre quartier, ville, région. Continuons à agir, réfléchir, militer ... pour faire vivre ce mot.

Mathilde Chassot
MNE

Biblio PA3D

- L'Etat au cœur, le mecano de la gouvernance, Pierre Calame et André Talmant (FPH 1997) disponible au CRID
- La participation des associations aux commissions institutionnelles, dossier dans la revue de Nord Nature n°106 (mars 2002), consultable au CRID
 - Développement Durable et Territoires, revue scientifique (diffusée électroniquement) proposant une approche interdisciplinaire du développement durable à l'échelle du territoire. Site : <http://www.revue-ddt.org>

Voyage au pays des transports

Transportez-vous au cœur des techniques, de la physique et de la mécanique et venez découvrir l'univers des transports terrestres avec Trafic, une exposition présentée au Forum des Science de Villeneuve d'Ascq à partir du 20 septembre. De l'invention de la roue au moteur à explosion, l'exposition décline démonstrations et explications sans oublier de poser la difficile question des nuisances. Comment concilier les enjeux sociaux et économiques tout en ménageant l'environnement ?...

11 septembre...

c'est aussi la date d'entrée en vigueur du nouveau protocole sur la biosécurité signé en janvier 2000 à Montréal. C'est l'Etat insulaire de Palau qui, en étant le cinquantième état à ratifier ce traité, en permet l'application.

Le traité régit les mouvements internationaux d'OGM. Toute semence transgénique devra, à la première arrivée dans un pays importateur, obtenir un accord préalable de ce dernier. Le pays peut s'opposer à l'importation en se référant au principe de précaution ainsi qu'à des considérations socio-économiques. Il prévoit aussi l'étiquetage des cargaisons d'OGM. Le texte n'a pas été signé par les Etats-Unis, qui ont lancé une plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce contre l'Union européenne à propos des OGM.

Pétition Nationale > Loi sur l'énergie : changeons de cap !

Le gouvernement fera voter fin 2003 une Loi d'orientation sur l'énergie pour les trente ans à venir. Un prétendu débat national a précédé ses travaux. Qui est au courant ? Et l'avis des Français a-t-il été vraiment sollicité sur cette question essentielle ? La politique énergétique actuelle n'est pas soutenable. Notre production et consommation d'énergies entraîne des conséquences graves sur la planète, sur notre santé et sur l'avenir : dépendance pétrolière, risques nucléaires, dérèglement du climat, pollutions...

Une approche nouvelle est indispensable et possible ! Cette pétition vous permet d'exprimer un message fort à nos gouvernants : la politique énergétique française doit changer de cap pour préserver l'environnement et les générations futures. Cette pétition portera votre voix. Elle sera remise aux parlementaires.

Nos trois priorités fondamentales pour la Loi d'orientation sur l'énergie :

■ Consommer moins et mieux l'énergie

Les pays développés font preuve de boulimie énergétique, au détriment du reste du monde et de l'avenir. Des mesures fortes de sobriété énergétique, d'efficacité et d'économies d'énergie doivent être engagées.

Notamment : un plan national d'isolation des bâtiments anciens, une réglementation plus stricte sur la consommation des appareils, une limitation des puissances des véhicules mis sur le marché, plus de crédits pour les transports en commun...

■ Eliminer les risques industriels et environnementaux

Les énergies employées aujourd'hui sont polluantes et dangereuses : le pétrole dérègle le climat, le nucléaire produit des déchets à vie longue et entraîne des risques majeurs. Nous souhaitons autant la préservation du climat qu'une sortie du nucléaire. Il faut pour cela un programme urgent et ambitieux sur les énergies nouvelles, renouvelables et décentralisées.

Notamment : une politique de la chaleur renouvelable, le renforcement des tarifs d'achat de l'électricité verte, des moyens sur le solaire, des parcs éoliens, un basculement des crédits de recherche vers la maîtrise de l'énergie et les renouvelables...

■ Soumettre les marchés à des règles sociales et environnementales

Face à l'ouverture prévue des marchés du gaz et de l'électricité, il convient de prendre des mesures de respect du service public et des contraintes écologiques. Un libéralisme débridé, faisant fi du social et de l'environnement, est à proscrire !

Notamment : une transparence totale vis-à-vis des clients dans leurs factures, une prise en compte juste des coûts sociaux et environnementaux dans les prix (taxes et subventions), un accès prioritaire aux énergies renouvelables...

Ni nucléaire, ni dérèglement catastrophique du climat : une autre politique énergétique est possible !

infos et téléchargement : www.petition-energie.org

DIFFUSEZ CETTE PETITION AUTOUR DE VOUS ! - Date limite : 31 octobre 2003

Blagues d'automne

Mon 1er est un...

Mon 1er est une rondelle de saucisson sur un boomerang
Mon 2ème est une rondelle de saucisson sur un boomerang
Mon 3ème est une rondelle de saucisson sur un boomerang
Mon 4ème est une rondelle de saucisson sur un boomerang
Mon 5ème est une rondelle de saucisson sur un boomerang
Mon 6ème est une rondelle de saucisson sur un boomerang
Mon tout est une saison

> le printemps car les six rondelles reviennent

Succès d'acteur

Un monsieur téléphone à un de ses amis acteur de théâtre :

"Tu sais, je suis venu t'applaudir samedi soir"

Et le comédien fataliste "ah bon, c'était donc toi...!"

L'autre Chiffre qui tue

Selon un sondage,
80% des Américains souhaitent
que leur gouvernement prenne des mesures
pour réduire les émissions de gaz à effet de serre
et 88% soutiennent le Protocole de Kyoto.

Manifestations à la MNE

Le mercredi 15 octobre 2003 Forum des Outils Pédagogiques

Lieu : MNE, CRDP - Organisé par : MNE, GRAINE, CRDTM

Le jeudi 16 octobre 2003 Conférence sur Darwin

Lieu : MNE, de 20h à 22h - Organisé par : Libre Pensée

Le vendredi 14 novembre 2003 Conférence : Le Libertinage érudit

Lieu : MNE, de 19h à 21h - Organisé par : Libre Pensée

Manifestations ailleurs

Du samedi 11 octobre 2003 au dimanche 12 octobre 2003 5èmes rencontres régionales de l'éducation à l'environnement

Lieu : Moulin le Comte - Organisé par : Graine Pays du Nord

Le lundi 13 octobre 2003 Conférence les Droits de l'Homme en Algérie

Lieu : salle sous le beffroi Lille, 19h30 - Organisé par : LDH, Amnesty, CRDTM

Le mardi 21 octobre 2003 Débat-concert sur le Forum Social Européen

Lieu : Gymnase - Organisé par : Forum Social Local

Le mercredi 22 octobre 2003 Forum des Outils Pédagogiques

Lieu : Loos en Gohelle - Organisé par : Chaîne des terrils, MNE, CRDTM, GRAINE

Le jeudi 06 novembre 2003 20ème anniversaire AGIR

Lieu : salon SENIOR Lille - Organisé par : AGIR

Le samedi 22 novembre 2003 2ème Journée de la Craie

Lieu : Avesnes le Comte, journée - Organisé par : Sub Artesia

Expositions MNE

Du mercredi 1er octobre au vendredi 10 octobre

Kabylie - Algérie - Droits de l'Homme

La beauté du Maghreb, de l'Algérie et de la Kabylie, l'histoire de ces régions et leur actualité en matière de démocratie et de Droits de l'Homme.

Organisation : Amnesty International, la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), le Centre Régional de Documentation Tiers Monde (CRDTM)

Inauguration mercredi 1er octobre à 18h

Du lundi 13 octobre au jeudi 23 octobre Panaché d'expositions sur l'alimenta- tion

(proposées dans le cadre du Forum des Outils Pédagogiques et en lien avec la campagne annuelle de la Ville de Lille)

Au programme : « Nourrir les Hommes », une exposition sur l'agriculture biologique, une autre sur la santé, etc.

Inauguration mercredi 15 octobre à 10h

Du samedi 25 octobre au samedi 8 novembre

"Evolution de la crémation" et "21^{ème} siècle, vers quelle fin de vie ?"

« Evolution de la crémation » : apport de réponses aux questions tant sur le plan technique, que sur le plan religieux. Statistiques sur l'évolution de cette pratique dans notre région, en France, en Europe et dans le monde.

« 21ème siècle, vers quelle fin de vie ? » : liberté de choisir sa fin de vie, égalité devant le choix de poursuivre ou quitter debout la scène de l'existence.

Organisation : les Crématistes du Nord, Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité (ADMD)

Inauguration samedi 25 octobre à 11h

Du mardi 25 novembre au samedi 29 novembre

"Dis, raconte-moi comment va le monde !"

Exposition / lecture à voix haute : contes, histoires imaginaires ou réelles sur des thèmes liés à l'éducation au développement, à l'environnement, à la citoyenneté, à la solidarité internationale et aux droits de l'enfant.

Organisation : Centre Régional de Documentation Tiers Monde (CRDTM)

Animations et atelier d'expression, sur réservation tous les jours à partir de 9h et 13h30

Du mardi 2 décembre au lundi 15 décembre

Les Voyageurs

Les voyages initiatiques des nouveaux jeunes européens bousculent les frontières géographiques et humaines de l'Europe.

Organisation : Ligue des Droits de l'Homme et Vieillir autrement. Réalisation : Dailylife

Inauguration mercredi 10 décembre à 18h

Laïcité et libertinage

Qui aurait dit que notre sage laïcité trouvait des sources dans le coquin libertinage ? ...

Les Libres Penseurs et les militants des droits de l'homme se félicitent de l'occasion qui est donnée par Monsieur Robert Horville, professeur de Lettres modernes à l'Université de Lille III, de s'instruire sur leurs ancêtres spirituels que furent les libertins du XVIIIe, qui prirent tous les risques pour renouer avec une pensée libre, la développer et déjouer l'obscurantisme et l'oppression du cléricisme et de l'ancien régime, ouvrant la voie à la philosophie des lumières et à la déclaration de 1789. Tous à la MNE le vendredi 14 novembre à 19 h.

P. Henrart

Publication trimestrielle éditée par :
La Maison de la Nature et de l'Environnement

Directeur de publication : René Penet

Ont participé à ce numéro : Colette Bloch, Chantal Chabert, Mathilde Chassot, Héléne Chanson, Laurent Courouble, Fabrice Cugny, Jérôme Dancoisne, Dominique Dupont, Olivier Fruchart, Patricia Hanssens, Emmanuelle Latouche, Philippe Lebeau, René Penet, Judaël Potonnet, Laurence Ravaut, Philippe Røelandt, Marie-Paule Serrurier, Janine Taillé, Laureline Vallat, Isabelle Vandaele, Anita Villers, Laurence Wailliez, Aurélien Walter, Aurélien Baggio, Gérard Minet, Yohann Godeau, CMNF, Estelle Duquesnoy, Jacqueline Istas, Mohamed Slimani.

Coordination : Patricia Hanssens

Illustration : Boualem Khelifi, Laurent Courouble

Conception maquette : CES-GEA
03 20 85 93 17

Ce numéro est gratuit • Valeur 3 Euros

Dépôt légal à parution / N° ISSN : 1142 1800

Maison de la Nature et de
l'Environnement Lille - France
23, rue Gosselet 59000 Lille
Tél : 03 20 52 12 02 / Fax : 03 20 86 15 56
Mél : mnelille@wanadoo.fr
Site Web : <http://www.mnelille.org>
Associatoile : www.associatoile.org

